



Council of the European Union
General Secretariat

Brussels, 28 February 2022

WK 2968/2022 INIT

LIMITE

**AGRI
AGRIFIN
AGRIORG**

This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.

NOTE

From:	Présidence
To:	Delegations
Subject:	Situation des marchés agricoles suite à l'invasion de l'Ukraine - Échange de vue

Les délégations trouveront:

- en annexe, un document de la Présidence en vue de la vidéoconférence informelle extraordinaire des ministres de l'agriculture du 2 mars 2022; et
- en annexe de l'annexe, une traduction de courtoisie en l'anglais de ce document.

WK 2968/2022 INIT

Conséquences potentielles du conflit entre la Russie et l'Ukraine dans le domaine agricole et agroalimentaire

L'invasion de l'Ukraine risque de se traduire par des perturbations sur les marchés mondiaux de produits agricoles et des produits de base nécessaires à la production agricole tels que l'énergie et les engrais. L'objectif de cette réunion informelle des ministres de l'agriculture est de partager les premières informations et prévisions en matière d'approvisionnement, de prix et d'identifier les sujets de vigilance, ainsi que les actions à envisager au niveau interne et en matière de coopération internationale.

L'Ukraine et la Russie sont désormais des acteurs majeurs sur le marché mondial des céréales et des oléagineux. L'Ukraine représente 11% du marché mondial du blé, 16% du marché de l'orge, 15% de celui du maïs, 16% du marché du colza, 50% de celui d'huile de graines de tournesol, 9% des échanges de graines de tournesol et 61% de celui des tourteaux de tournesol. En ce qui concerne la Russie, ces chiffres sont respectivement de 20% (blé), 16 % (orge), 2 % (maïs), 3% pour le marché des graines de colza et 20% pour celui des tourteaux de tournesol.

L'Ukraine est devenue un fournisseur important de l'Union européenne : le premier fournisseur en ce qui concerne le maïs (en moyenne 9,2 MT– 57% des approvisionnements), les graines de colza (2 MT soit 42% des importations européennes en volume), les graines de tournesol (0,1 MT-15%) et les tourteaux de tournesol (1,3MT- 47% des importations) et dans une moindre mesure de blé (1MT-30% des importations). La Russie est aussi mais à un moindre degré, un fournisseur important de l'UE en matière de blé (0,5MT -11%) mais surtout de tourteaux de colza (0,2MT – 50%) ou de tournesol (0,9MT – 34%) et de graines de tournesol (0,3MT – 35%).

Compte tenu du poids de l'Ukraine dans les échanges internationaux, toute déstabilisation de la production agricole de ce pays, ou perturbation dans les flux logistiques, ainsi que l'augmentation probable du coût du fret et des assurances, peuvent avoir des répercussions sur les marchés mondiaux, donc sur les prix des matières premières. Depuis le commencement du conflit, une forte hausse des cours mondiaux a déjà été enregistrée (entre +5% et +10% selon les commodités) les rapprochant des prix de la campagne 2007/2008.

La Russie constitue le premier fournisseur de combustibles de l'Union européennes (18% des importations de l'UE proviennent de ce pays). Plus d'un quart de nos importations de pétrole brut et plus d'un tiers de celles de gaz naturel sont d'origine russe ; a contrario, l'Union européenne équivaut à 25% des parts de marché de la Russie pour l'énergie. De même, les exportations d'engrais russes vers l'Union représentent 3 Mds d'euros soit environ 30% des importations européennes d'engrais.

Le conflit peut ainsi avoir un effet sur le marché du gaz et celui des engrais, qui connaissent depuis plusieurs mois une forte augmentation des prix atteignant des niveaux historiques (+288% pour le gaz naturel depuis un an, +142% pour le prix des engrais depuis un an), ce qui laisse augurer un renchérissement durable du coût des intrants pour l'agriculture européenne.

Dans ce contexte de renchérissement probable des coûts de production, à un niveau déjà exceptionnellement élevé, une attention particulière devra être apportée à court terme aux filières animales confrontée à une hausse du prix des aliments pour animaux.

Une attention particulière devra être apportée aux conditions d'exportations d'intrants en Ukraine, notamment des semences, l'Ukraine étant relativement dépendante des importations en intrants. Il s'agit d'une condition essentielle pour que le potentiel de production de ce pays ne soit pas remis en question par le conflit actuel, pour assurer l'approvisionnement alimentaire de la population ukrainienne et la sécurité alimentaire de certaines zones très dépendantes des imports de produits de base en Ukraine. La capacité d'effectuer les semis en Ukraine pour assurer la campagne de production 2022/2023 sera également déterminante en la matière.

Dans un tel contexte, il est crucial que la Commission européenne apporte une visibilité maximale à l'ensemble des acteurs du secteur agricole européen (agriculteurs, transformateurs, opérateurs commerciaux) afin notamment d'éviter toute surenchère dans l'évolution des prix et de fournir les informations les plus à jour en matière d'approvisionnement.

Il faudra également faire preuve collectivement de réactivité dans la mise en place de mesures de marché ou de soutien, compte tenu du caractère exceptionnel de la crise que nous vivons. Cette transparence et cette réactivité, absolument essentielles en période de crise passent par :

- Un suivi le plus fin possible de l'évolution des marchés, au niveau européen et international, avec une actualisation aussi fréquente que nécessaire, qui pourrait passer par le mécanisme européen de préparation et de réaction aux crises de sécurité alimentaire ainsi que l'ensemble des autres canaux existants tels que le comité de l'organisation commune des marchés agricoles, les observatoires de marché, les groupes de dialogue civil et pour partager toutes les informations disponibles, en étroite collaboration avec l'ensemble des organisations compétentes sur ces questions (OCDE, FAO/AMIS, Conseil International des céréales, etc...).
- Un suivi spécifique des approvisionnements en alimentation animale des filières européennes de productions animales (suivi en volume et en prix), avec une attention particulière pour la filière porcine, fortement impactée par le niveau des cours de la viande porcine. Le groupe d'experts de haut niveau sur la crise porcine proposé par la Commission a vocation, dans un tel contexte, à se réunir au plus vite.
- Un suivi particulier de l'évolution des prix de l'énergie, et des engrais, qui fait écho à la communication pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable que doit adopter la Commission prochainement.
- Anticiper de la part de la Commission de manière proactive la mobilisation des mesures de marché autorisées par l'OCM (articles 219 à 222), dès que la situation de marché l'exigera.
- Identifier et activer le cas échéant les leviers réglementaires, dans la Politique agricole commune et les autres politiques de l'Union, permettant d'accroître la capacité de production européenne de produits agricoles et assurer notre souveraineté alimentaire, en particulier si la campagne de production 2022/2023 en Ukraine était compromise

Compte tenu des risques que fait peser le conflit entre la Russie et l'Ukraine, toutes les enceintes internationales compétentes en la matière (FAO, CSA, FIDA, PAM, OCDE, G20, G7, etc), devront également être mobilisées pour analyser cette question et envisager, s'il le faut, les réponses de court et de moyen terme à y apporter.

La prochaine réunion, le 23 mars prochain, du forum de réaction rapide d'AMIS, observatoire des marchés mis en place par le G20 en 2011, sera l'occasion de faire un point sur la question. Il conviendra si la situation l'exige de réunir régulièrement ce forum, dont l'objectif est d'anticiper des situations qui pourraient conduire à une insécurité alimentaire croissante. L'Union européenne (Commission et Etats Membres) a un rôle majeur à jouer dans ces enceintes à la fois en termes d'analyses et d'expertises mais également en termes de propositions d'actions pour prévenir ou gérer des situations difficiles.

Potential consequences of the Russia-Ukraine conflict on the agricultural and agri-food sectors

The invasion of Ukraine risks disrupting global markets for agricultural products and commodities needed for agricultural production such as energy and fertilisers. The aim of this informal meeting of agriculture ministers is to share initial information and forecasts on supply and prices, and to identify issues requiring particular vigilance, as well as actions to be considered internally and in terms of international cooperation.

Ukraine and Russia are now major players in the world market for cereals and oilseeds. Ukraine accounts for 11 % of the world wheat market, 16 % for barley, 15 % for maize, 16 % for rapeseed, 50 % for sunflower seed oil, 9 % for trade in sunflower seeds and 61 % for sunflower cake. For Russia, these figures are 20 % (wheat), 16 % (barley), 2 % (maize), 3 % for rapeseed and 20 % for sunflower cake.

Ukraine has become an important supplier to the EU: the primary supplier for maize (on average 9.2 MT - 57 % of supplies), rapeseed (2 MT or 42% of European imports by volume), sunflower seeds (0.1 MT - 15 %) and sunflower cake (1.3 MT - 47 % of imports) and to a lesser extent wheat (1MT - 30 % of imports). Russia is also, but to a lesser extent, an important supplier to the EU for wheat (0.5MT - 11 %) but mainly for rapeseed cake (0.2MT — 50 %), sunflower cake (0.9MT — 34 %) and sunflower seeds (0.3MT — 35 %).

Given Ukraine's weight in international trade, any destabilisation of Ukraine's agricultural production, or disruption of logistics flows, as well as the likely increase in the cost of freight and insurance, can have an impact on world markets, thus on raw material prices. Since the beginning of the conflict, there has already been a sharp increase in world prices (between + 5 % and + 10 % depending on the product) bringing them closer to the prices of the 2007/2008 marketing year.

Russia is the EU's largest fuel supplier (18 % of EU imports come from Russia). More than a quarter of our crude oil imports and more than a third of natural gas imports are of Russian origin; by contrast, the European Union is equivalent to 25 % of Russia's energy market share. Similarly, Russian fertiliser exports to the EU account for EUR 3 billion or around 30 % of EU fertiliser imports.

The conflict can thus have an effect on the gas and fertiliser markets, which have for several months been experiencing a sharp increase in prices and reaching historically high levels (+ 288 % for natural gas year-on-year, + 142 % for fertiliser prices year-on-year), suggesting a lasting increase in input costs for European agriculture.

Against this background of a likely increase in production costs, from an already exceptionally high level, particular attention will have to be paid in the short term to the animal sectors facing rising feed prices.

Particular attention will need to be paid to the export conditions for agricultural inputs destined for Ukraine, including seeds, as Ukraine is relatively dependent on imports of inputs. This is an essential condition for the country's production potential not to be put in jeopardy by the current conflict, to ensure an adequate food supply for the Ukrainian population and food security in certain areas that are highly dependent on imports from Ukraine. The capacity to carry out sowing in Ukraine for the 2022/2023 production campaign will also be crucial in this respect.

In this context, it is crucial that the European Commission give maximum visibility to all stakeholders in the European agricultural sector (farmers, processors, commercial operators) in order, in particular, to avoid price increases and to provide the most up-to-date information on supply.

There will also need to be a collective responsiveness to implementing market or support measures, given the exceptional nature of the crisis we are experiencing. This transparency and responsiveness, which is absolutely essential in times of crisis, requires:

- The fullest possible monitoring of market developments, at European and international level, with as frequent an update as necessary, which could be carried out through the European Food Security Crisis Preparedness and Response Mechanism and all other existing channels such as the Committee for the Common Organisation of Agricultural Markets, market observatories and civil dialogue groups, to share all available information in close cooperation with all relevant organisations on these issues (OECD, FAO/AMIS, International Grains Council, etc.).
- Specific monitoring of the supply of animal feed to the European animal production sectors (volume and prices), with particular attention to the pig sector, which is strongly affected by the level of pig meat prices. The high-level group of experts on the pig crisis proposed by the Commission should, in these circumstances, meet as soon as possible.
- A specific monitoring of energy and fertiliser price developments, echoing the Communication on more affordable, secure and sustainable energy to be adopted by the Commission shortly.
- Proactive use by the Commission of the market measures available under the CMO Regulation (Articles 219 to 222) as soon as the market situation so requires.
- Identifying and activating, where appropriate, regulatory levers, in the Common Agricultural Policy and other EU policies, to increase European production capacity for agricultural products and to ensure our food sovereignty, in particular if the 2022/2023 production season in Ukraine is jeopardised.

In view of the risks posed by the conflict between Russia and Ukraine, all relevant international fora (FAO, CFS, IFAD, WFP, OECD, G20, G7...) will also need to be mobilised to analyse this issue and to consider, if necessary, the short- and medium-term responses to it.

The next meeting on 23 March of the AMIS Rapid Reaction Forum, a market observatory set up by the G20 in 2011, will provide an opportunity to take stock of the issue. It will be necessary, if the situation so requires, to organise regular meetings of this forum, the aim of which is to anticipate situations that could lead to increasing food insecurity. The European Union (Commission and Member States) has a major role to play in these fora, not only in terms of analyses and expertise but also in terms of proposing action to prevent or manage difficult situations.